

La liste conjointe

Par Hana Amoury, Yossi Bartal et Tsafrir Cohen

La liste conjointe, une plateforme parlementaire de divers groupes ethniques aux allégeances politiques variées – socialistes, libéraux, islamistes – est un projet politique attrayant susceptible d’avoir une influence non seulement sur la politique israélienne, mais sur l’ensemble du Proche-Orient.

Le 17 mars 2015, journée d’élections nationales, le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, craignant l’échec politique de son parti *Likud* annoncé par les sondages, tente de mobiliser les électeurs juifs au moyen d’une campagne de peur aux tons racistes. « Le gouvernement de droite est en danger », Netanyahu averti dans une vidéo mise en ligne la même journée, « les électeurs arabes se rendent en masses aux bureaux de scrutin. Les organisations gauchistes les envoient par autobus. » S’avérant efficace, la stratégie de désinformation annonçant une supposée hausse extrême du vote arabe aura convaincu plusieurs électeurs hésitants de la droite de se rendre aux bureaux de scrutin, portant le parti de droite *Likud* à une victoire incontestée de l’élection.

Les commentaires de Netanyahu ne représentent qu’une infime partie du déferlement de législations et d’incitations ayant pour but la délégitimation des citoyens palestiniens d’Israël¹ et de leurs représentants élus. Depuis 2009, l’administration Netanyahu exerce des pressions afin d’exclure de la Knesset les partis représentant les Palestiniens et cherche à réprimer le discours politique de la gauche en général. Plusieurs lois ont été votées pénalisant la commémoration de la *Nakba* et les campagnes de boycotts politiques, tandis que les appels répétés à l’interdiction de certains partis arabes n’ont pu être arrêtés que par une intervention de la cour suprême. Plus important encore, le dernier geste du politicien d’extrême droite Avigdor Lieberman a porté le gouvernement sortant à augmenter le seuil électoral de 2% à 3,25% des votes admissibles, clairement dans le but d’entraver l’accès à la Knesset des partis représentant les citoyens palestiniens d’Israël.

Les élections générales de mars 2015, survenant de façon imprévue suite à une crise coalitionnaire, ont pris la majorité des partis politiques d’Israël par surprise. Faisant face au nouveau seuil électoral, les différents partis représentant les Palestiniens citoyens d’Israël n’avaient que quelques semaines pour décider de leur sort, adoptant ultimement l’option de se présenter ensemble sous une plateforme commune; la liste conjointe. Les partis associés sont: la plateforme socialiste arabo-juive *Hadash* (le front démocratique pour la paix et l’égalité), dont la principale composante est le parti communiste israélien; le parti nationaliste de tendance gauche *Balad* (Assemblée nationale démocratique), qui défend principalement l’idée de l’autonomie culturelle des Palestiniens citoyens d’Israël; la conservatrice Liste arabe unie, avec pour principale composante le mouvement islamiste (branche sud); et le parti libéral *Ta’al* (mouvement arabe pour le renouveau), principalement connu grâce à son chef charismatique Ahmad Tibi.

¹ Au lendemain de la guerre de 1948, quelques 160 000 Palestiniens se trouvaient à l’intérieur des frontières du nouvel état d’Israël et se sont vus accorder le statut de citoyens israéliens. Ces derniers représentent aujourd’hui autour de 20% de la population du pays et sont parfois nommés Arabes d’Israël ou citoyens Arabes/Palestiniens d’Israël.

La controverse autour d'une candidature conjointe

La décision de ces partis, issus d'allégeances politiques diverses, de consolider leur listes fut nécessaire en raison de la nouvelle hausse du seuil électoral. Toutefois, l'appel à une candidature conjointe de tous les partis représentant les Palestiniens citoyens d'Israël fut entendu à maintes reprises par le passé; des sondages effectués avant mars 2015 montraient que 85% de la population Palestinienne espérait voir ces partis s'unir. Cette attente était soutenue par leur historique de votes et d'activités parlementaires; non seulement en ce qui concerne les droits de la minorité palestinienne en Israël, mais aussi sur des dossiers relatifs aux droits civiques et à la justice sociale, ces partis ont presque toujours voté dans le même sens.

Néanmoins, malgré la popularité de l'appel pour une candidature conjointe, les activistes des différents partis concernés étaient beaucoup plus hésitants. *Hadash*, *Balad* et les islamistes ont été des adversaires politiques de longue date. L'acrimonie entre les islamistes et les activistes séculaires constituait un problème épineux. Les controverses quotidiennes entre l'approche progressive de *Hadash* et de *Balad* et celle plus conservatrice du mouvement islamiste couvraient plusieurs thèmes : la représentation des femmes, la visibilité de la culture séculaire ou 'de promiscuité', le contact des hommes et des femmes dans la sphère publique, la place des pratiques chrétiennes dans le public, les droits des homosexuels et plus encore.

Les activistes de tous les partis étaient aussi inquiets que la consolidation soit perçue comme une manœuvre opportuniste, menant les électeurs à l'indifférence. Particulièrement pour *Hadash*, pour qui la consolidation avec la liste conjointe était vue comme une menace au futur du partenariat arabo-juif – pierre angulaire de sa plateforme politique – dans la perspective d'une participation à une liste à forte prédominance arabe. Néanmoins, malgré que certains membres influents du parti aient appelé au vote contre l'adhésion à la liste conjointe, une majorité écrasante de l'assemblée générale du parti a supporté la résolution de s'y joindre.

La formation de la liste conjointe – une victoire de la gauche?

Les négociations pour la formation de la liste conjointe ont débuté immédiatement après l'annonce des élections en décembre 2014 et se sont terminées peu de temps avant la date finale pour l'enregistrement de la liste électorale, en janvier 2015. Dans ce court laps de temps, les différents partis devaient approuver démocratiquement la résolution de joindre la liste, et ensuite s'entendre sur un programme conjoint et sur une liste de candidats. Avec ses questions en tête, le parti socialiste *Hadash*, des plus hésitants à joindre la liste, avait un avantage clair sur les autres partis et ce en raison de sa taille et de la nature de son programme politique, des plus exhaustifs et consenti des partis.

Le programme électoral de la liste incluait de façon naturelle les demandes incontestées de la pleine égalité pour les Palestiniens citoyens d'Israël, la fin de l'occupation de 1967, la hausse du salaire minimum et l'objection à toute forme de racisme dans la société israélienne. Mais ce dernier abordait aussi des sujets plus controversés avec lesquels les membres du mouvement islamiste n'étaient pas en accord et peinaient à prendre publiquement position – des sujets tels la pleine égalité des sexes dans toutes les sphères de la vie et le rejet clair de tout conflit aux dérives sectaires. Étant le plus grand parti des quatre, *Hadash* a nommé le jeune et nouvellement élu chef de parti Ayman Odeh à la tête de la liste conjointe. L'octroi des sièges (des 15 premiers : *Hadash* cinq, *Balad* quatre, le mouvement islamiste quatre et *Ta'al* deux) a aussi démontré la réussite de la gauche séculaire dans la formation de la liste,

pendant que son caractère non-sectaire et féministe était soutenu par la diversité de ses candidats – deux femmes, deux Chrétiens, deux Bédouins, un Druze et un Juif.

Entre un front populaire et l'unité nationale

La formation de la liste conjointe en tant que candidature ad-hoc, sans structures indépendantes, a apporté plusieurs défis dans la mise en œuvre d'une campagne électorale coordonnée, bilingue, pour les sept semaines restantes avant les élections. L'animosité entre certains membres des partis ne s'était pas éclipsée par magie et de plus petits débats ont mené à des querelles émotionnelles mettant en danger l'apparence d'unité au sein de la liste. Afin de faire face à cette situation, les rassemblements de campagne ainsi que la majorité des événements publics incluent des représentants d'au moins deux des partis formant la liste, et ce afin de transmettre un message d'unité aux bureaux locaux. Néanmoins, un débat des plus fondamentaux persistait sur la nature de la candidature conjointe. Une approche, principalement soutenue par les membres de *Hadash*, concevait la liste conjointe telle un front populaire antiraciste face à la menace du fascisme ambiant, et ainsi contemplant la possibilité de faire équipe avec les partis sionistes de gauche et de centre dans le but de renverser le gouvernement de Netanyahu. D'un autre point de vue, la majorité des membres de *Balad* et du parti islamiste percevaient la liste comme un outil efficace pour renforcer l'autonomie et l'identité nationale palestiniennes à l'intérieur d'Israël, et donc s'opposaient farouchement à toute forme de coopération avec la gauche et le centre sionistes, ainsi qu'à l'éventualité, même improbable, de joindre un futur gouvernement de coalition.

À la tête de la liste conjointe, le chef de *Hadash* Ayman Odeh personnifiait clairement la tendance plus « intégrationniste » dans ses multiples représentations publiques, faisant souvent référence à Martin Luther King Jr. comme modèle. Dans ses multiples entrevues, son message était double – d'une part il a insisté sur la demande de complète égalité citoyenne pour les Palestiniens résidant en Israël dans le cadre d'un discours progressif de droits civils, et d'autre part il a évoqué la fin de l'occupation comme seul gage d'un possible futur de paix entre Israël et la Palestine. Recevant beaucoup d'attention de la part des journalistes étrangers, plusieurs agences de presse ont fait remarquer sa ressemblance à l'homme fort du HDP kurde Selahattin Demirtaş tant dans le style et l'apparence que dans le contenu de ses propos.

L'approche de Odeh, toutefois, souleva un inconfort certain parmi plusieurs activistes palestiniens. Son attitude agréable et non-confrontationnelle au cours d'échanges publics était vu par certains comme un signe de faiblesse. Le fait qu'il préférât parler de la discrimination contre les Palestiniens citoyens d'Israël et du besoin de mettre un terme à l'occupation d'une manière pragmatique, sans constamment questionner la légitimité de l'idéologie sioniste, lui aura valu la popularité auprès des Juifs Israéliens, tout en l'éloignant des membres antisionistes plus radicaux de la liste conjointe.

Une victoire significative fait face au retour en force de Netanyahu

Malgré une hargne généralisée contre le parti *Likud* et ses politiques sociales, la campagne raciste menée par Netanyahu a réussi à mobiliser ses bases en grand nombre et à mener le parti à gagner un quart des sièges au parlement. Les résultats des partis de la droite et des partis religieux ont assuré, quant à eux, la continuation du règne de Netanyahu et éliminé toute possibilité d'une coalition de centre-gauche, possiblement supportée par la liste conjointe.

Face à ces développements alarmants, l'accomplissement électoral de la liste conjointe est passé quelque peu inaperçu, malgré son succès historique. La liste a augmenté les taux de vote au sein de la population palestinienne de 57% à 64%, et elle a reçu 85% des votes de la minorité palestinienne. Les électeurs juifs, malgré leur importance symbolique pour *Hadash*, étaient déjà peu nombreux dans les élections passées et leur nombre n'a été que vaguement influencé par l'adhésion de *Hadash* à la liste conjointe. Les 13 sièges – de 120 sièges à la Knesset – gagnés par la liste signifiaient la plus importante représentation parlementaire des Palestiniens citoyens d'Israël dans l'histoire du pays. La liste conjointe est devenue la troisième force politique en nombre dans la Knesset.

Changer la donne dans la Knesset

Assermenté en mai 2015, le quatrième gouvernement de Netanyahu, le plus religieux et à droite à date, n'obtient qu'une majorité frêle; 61 membres de la Knesset. La liste conjointe, deuxième force de l'opposition, est maintenant en mesure d'influencer la coordination des manœuvres de l'opposition et les politiques de façon sans précédent.

En raison de sa taille, la position la plus importante qu'obtient la liste conjointe est celle de présidence du comité parlementaire pour l'avancement de la cause des femmes et de l'égalité des sexes, une nomination occupée par la féministe et membre du parti communiste Aida Touma-Suleiman. C'est la première fois dans l'histoire du pays qu'un Palestinien (Palestinienne!) préside un comité statutaire avec de réels pouvoirs législatifs. En tant que présidente du comité, Touma-Suleiman parvient à présenter des luttes féministes dans une perspective intersectionnelle, traitant de sujets qui ne l'avaient jamais été auparavant, jugés impertinents par les précédents présidents du comité; par exemple l'impact des démolitions de maisons sur les femmes et les enfants, la ségrégation des femmes juives et palestiniennes dans les ailes d'accouchement et les accusations de violences sexuelles policière. Le fait que Touma-Souleiman soit en mesure de diriger une attention législative sur la condition des femmes en général en convergence avec les préoccupations spécifiques des femmes ouvrières, des Palestiniennes et des LGBT démontre l'impact possible que la liste conjointe peut avoir sur les politiques ségrégationnistes israéliennes dans leur ensemble.

Un autre effet positif de la présence de la liste conjointe est l'amélioration des relations entre les autres partis et ses membres. La liste coopère aujourd'hui avec d'autres députés de la Knesset sur des sujets spécifiques d'intérêt commun, et certains parlementaires demandent maintenant l'avis des membres de la liste sur des sujets variés. Mais, probablement le succès le plus marquant attribué à la liste conjointe fut l'approbation par le gouvernement d'un plan budgétaire de cinq ans pour réduire les écarts entre la population arabe et la population juive d'Israël, redirigeant quelques 4,5 milliards de dollars vers les municipalités arabes. L'adoption de la proposition a été grandement influencée par le travail intensif des membres de la liste conjointe, du comité des maires arabes et de plusieurs organisations de gauche. De plus, la force parlementaire de la liste conjointe lui permet de surveiller la mise en œuvre du plan budgétaire, qui risque d'être dilué par plusieurs ministres de l'extrême-droite.

En dehors de la Knesset, la présence de la liste conjointe a aussi des effets positifs. La tension entre les différents partis représentant les Palestiniens une fois réduite, de nouvelles collaborations ont vu le jour, par exemple dans la lutte contre la violence faite aux femmes ou contre l'usage des armes à feu, deux fléaux majeurs dans la société palestinienne en Israël. Après que l'organisatrice du premier marathon de femmes dans le village arabe de Tira ait reçu des menaces de mort de la part d'extrémistes islamistes et que sa voiture ait été fusillée,

une visite solidaire de la part des membres de la liste conjointe, incluant le mouvement islamiste, fut rapidement organisée. L'existence de la liste conjointe a aussi aidé à tracer le chemin pour que de ses membres les plus progressistes puissent rencontrer des communautés palestiniennes conservatrices. Aida Touma-Suleiman, lorsque questionnée sur les effets négatifs de faire force commune avec le mouvement islamiste, a répondu que la coopération avec le mouvement islamiste lui a permis, en tant que féministe, de s'asseoir et de discuter pour la première fois avec des femmes bédouines, une occasion auparavant inimaginable dans les communautés hautement religieuses du Negev.

Maintenir l'unité en période de révolte

Le dernier cycle de violence, amorcé par le meurtre d'une famille palestinienne dans une attaque incendiaire pendant l'été 2015 en Cisjordanie, a mené à des manifestations massives dans les territoires occupés et à une vague d'attaques au couteau contre des soldats et des civils israéliens. Malgré que la participation des Palestiniens citoyens d'Israël dans ces attaques n'ait pas été significative, les relations entre Arabes et Juifs en Israël se sont sévèrement détériorées, menant à des attaques collectives fréquentes contre des personnes présumées palestiniennes. Dans les médias sociaux et dans des campagnes publiques supportées par des représentants du gouvernement, les organisations de droits humains, les activistes de gauche, les membres de la liste conjointe ainsi que les membres du parti libéral-gauche *Meretz* ont tous été présentés comme des menaces à la sécurité d'Israël.

Malgré le rejet univoque de la violence par la liste conjointe, après avoir parlé publiquement contre la violence étatique, ses membres se sont vus accusés de trahison et d'aide au terrorisme. Suite à une rencontre des membres de *Balad* avec les familles palestiniennes d'agresseurs tués dans le but de coordonner le retour des restes de leurs enfants pour enterrement, Netanyahu lui-même a demandé leur expulsion immédiate de la Knesset et mis de l'avant une nouvelle loi rendant possible à la majorité du parlement de renvoyer des députés élus. Malgré ces provocations, incluant des menaces violentes contre ses membres directement du plancher de la Knesset, la liste conjointe a continué de se tenir forte et unie, avec Ayman Odeh prenant la défense des membres de *Balad* qui faisaient face à des poursuites légales en raison de leur activité politique. L'augmentation massive de démolitions de maisons dans les villages arabes à l'intérieur d'Israël a encore une fois mis la liste conjointe sous les radars. Au début 2017, la police a démoli une partie du village bédouin non reconnu d'Umm al-Hiran, tirant et tuant un de ses résidents et blessant Ayman Odeh, qui s'y était rendu dans le but de supporter les actions et protestations locales contre les démolitions à venir. La campagne politique persistante de la liste conjointe a mis de la pression sur le ministre de l'intérieur – au moins de façon partielle – pour retrancher les fausses allégations de terrorisme et de connexion à *Daesh* évoquées dans le but de mettre en doute la réputation du résident assassiné.

Conclusion

Contrairement aux maintes prédictions annonçant la désintégration de la liste conjointe au lendemain des élections, plus de deux ans après sa formation la liste continue d'opérer avec succès en tant que plateforme politique pour la gauche non-sioniste et la minorité palestinienne en Israël. Les inquiétudes des activistes séculaires et de gauche qu'une entente avec le mouvement islamiste porterait atteinte aux tendances plus progressives du groupe ne se sont pas matérialisées. Bien au contraire, la liste pourrait bien être perçue comme un projet

hégémonique hautement productif de la gauche arabo-juive en Israël – définissant l’agenda politique pour l’ensemble de la population palestinienne citoyenne d’Israël, menant un changement social d’une position de pouvoir qui n’aurait pas été concevable sans la consolidation électorale. De plus, il est possible de situer le dialogue entre les activistes de gauche et le mouvement islamiste dans une perspective plus large de collaboration future avec différents groupes islamistes de la région dans son ensemble.

Un des effets les plus encourageants de la liste conjointe est le message d’espoir qu’elle véhicule pour la population palestinienne en particulier et pour le monde arabe dans son ensemble. Le partenariat démocratique et respectueux entre des forces séculaires et religieuses – musulmans, chrétiens, druzes et juifs – tous actifs dans un même projet politique, incarne et promulgue la possibilité de résoudre des conflits de façon démocratique et de coordonner une stratégie commune pour le bien commun. Ce message est d’autant plus pertinent dans le contexte de la montée de la violence sectaire dans l’ensemble du monde arabe, suite à la guerre en Syrie.

Néanmoins, il demeure que plusieurs obstacles portent entrave à la réalisation du plein potentiel de la liste conjointe; le manque de structures conjointes pour les partis composant la liste et le manque de coordination hebdomadaire entre les membres ont déjà causé plusieurs embarras médiatiques et intensifié des conflits. Plus important encore, le manque de structures conjointes porte atteinte à la possibilité de bâtir une stratégie à long-terme. Néanmoins, la principale menace à la liste conjointe demeure la tentative de la droite radicale de la rendre illégale et de la bannir de la Knesset. La campagne publique et juridique visant à délégitimer la gauche et la minorité palestinienne, autant que les multiples gestes répétés du gouvernement posant obstacle à l’état de droit, présentent tous un véritable danger pour les forces démocratiques en Israël.

Tout autant qu’ils sont menacés par la situation, les membres de la liste conjointe défendent une perspective qui met en lien la lutte pour la justice sociale et l’égalité des droits en Israël avec la lutte palestinienne pour l’indépendance, voyant la vague de répression actuelle contre la gauche et la minorité palestinienne en Israël comme étroitement liée à l’intensification de la violence militaire et coloniale les territoires occupés. Voilà pourquoi un support à l’échelle internationale pour la liste conjointe et pour la gauche israélienne en général doit répondre à cet appel pour combattre non-seulement la discrimination grandissante à l’intérieur d’Israël, mais plus fondamentalement encore pour confronter la profonde complicité du monde occidental avec l’occupation continue des territoires palestiniens.

Hana Amoury travaille avec le bureau israélien du *Rosa Luxemburg Stiftung*. Elle a fait office de directrice de l’organisation israélienne *Sadaka-Reut* – partenariat de jeunes arabes et juifs – et est membre de *Hithabrut-Tarabut*, un mouvement arabo-juif faisant partie de *Hadash*.

Yossi Bartal est un activiste et écrivain établi à Berlin, et est membre de La voix juive pour une juste paix au Proche-Orient.

Tsafir Cohen est directeur du bureau israélien du *Rosa Luxemburg Stiftung*.



Find us at:

telaviv.office@rosalux.org

<http://www.rosalux.org.il/>

[Facebook \(in German\)](#)